

AIT-AISSA-OUZIANE

L'assainissement et l'état des routes font réagir les citoyens

Le réseau d'assainissement défaillant, l'état de la route, longue de quelque 7 km, qui mène du chef-lieu de la commune, Souk-El-Khemis, vers leur village, ainsi que celui des innombrables ruelles domestiques ont fait sortir de leurs gonds les habitants du village Aït-Aïssa-Ouziane, qui ont interpellé le P/APC de Maâtkas par le biais d'une lettre adressée et signée par leur comité de village et dont des copies ont été transmises au P/APW, le chef de daïra et au service d'hygiène.

La lettre en question met l'accent en premier lieu sur la récurrence et la multitude des démarches effectuées auprès de l'APC sans qu'elles soient fructueuses, mais aussi et surtout sur le danger que représente la situation que vivent les citoyens de ce village, notamment par rapport aux conduites des eaux usées qui se déverseraient à ciel ouvert. "Nous vous écrivons pour la énième fois pour que vous preniez vos responsabilités.

La situation ne peut être pire", lit-on, en effet, dans le préambule de cette dernière.

Le plus préoccupant, à en croire la lettre et aux yeux de certains villageois avec lesquels nous nous sommes entretenus, reste de loin le danger inhérent à l'assainissement ou ce qu'on appelle les points noirs qui sont ceux où les conduites des eaux usées enjambent ou se déversent complètement sur des conduites d'eau potable ou se situent à proximité de points naturels d'eau destinée à la consommation.

"Des eaux usées se



déversent sur la conduite d'eau et tout près, à une quarantaine de mètres, d'une source d'eau, avec tous les risques que cela peut engendrer sur la santé publique", a-t-on écrit en précisant les deux lieux où le problème se pose, à savoir Tizi n'Zav et Isselnane.

A ce sujet, la lettre mentionne qu'un projet qui aurait été acquis après des démarches antérieures auprès de l'APW "a été dévié au profit du village limitrophe, Tizi-Menous", c'est pourquoi les rédacteurs de la lettre parlent "de points d'ombre qui restent à éclaircir sur les raisons, le comment et le pourquoi de cette déviation".

En outre, concernant le même problème, on nous a appris que les fosses sceptiques réalisées par les villageois pour combler

le presque inexistant réseau d'assainissement risquent de déborder, "complicant la situation et accentuant le risque qui est vraiment authentique", ont-ils tenu à nous préciser sur un ton très anxieux et courroucé.

Par ailleurs, ils attirent l'attention sur les routes, particulièrement celles reliant le village au chef-lieu de la commune, "truffées de nids-de poule et dont le bitume est complètement dégradé". "Cela dure depuis 18 ans et les 10 000 habitants qui l'empruntent quotidiennement en souffrent".

Les rédacteurs terminent en souhaitant que les autorités locales prennent "les mesures nécessaires à même d'éviter des conséquences désastreuses", disent-ils, tout en rappelant l'épidémie de la méningite qui a touché le

village en 1985 et qui "a fait 8 morts et plusieurs handicapés à vie et que les citoyens du village ne sont pas près d'oublier".

Au niveau de l'APC, les deux premiers vice-présidents que nous avons consultés sur le sujet soutiennent, tout en reconnaissant l'existence du problème, celui de l'assainissement, dans toute sa gravité, que le cas de ce village sera pris en charge dans le cadre du PCD 2007.

A propos "du projet détourné au profit d'un village riverain", nos interlocuteurs avancent la raison de "l'insuffisance de l'enveloppe allouée pour la réalisation du réseau d'assainissement nécessaire à un village aussi grand que celui d'Aït-Aïssa-Ouziane. C'est pour cette raison que nous avons préféré le consacrer à un village plus petit, au lieu de la perdre".

Il faut mentionner que ce village de quelque 2 500 habitants, l'un des plus grands au niveau de la commune de Maâtkas, accuse beaucoup de retard au plan développement local, en général.

En effet, c'est l'un des derniers au niveau de la région à bénéficier de l'électrification et du bitumage de la route qui y mène et qu'aucune infrastructure n'y a été implantée au profit de la jeunesse.

Par le passé, ce village, en plus de tous ceux du même secteur, a dû user de la manière "musclée" en occupant le siège de la mairie pendant trois jours et deux nuits, avant l'année 1988, pour faire entendre leur voix et prétendre au minimum.

R. A.

TIZI-OUZOU

Achoura, recueillement et festin à Tiqwarabin

L'espace d'une journée, la commune de Bounouh, daïra de Boghni, a su mêler tradition, culte et distraction. Le prétexte, la fête de l'Achoura. Le lieu, Tiqwarabin. Les organisateurs, le comité de village d'Amezaourou. Des ingrédients qui ont permis de réussir une grandiose fête. Les milliers de personnes qui ont répondu à l'invitation, lancée à travers la presse, ne s'y sont pas trompés et ne regretteront certainement pas leur décision. Ils sont venus, en effet, de partout, des villages voisins, des communes environnantes et mêmes d'autres. Ils ont rejoint les lieux en voiture ou à pied, ils étaient de tous âges et des deux sexes. Ils avaient tous une seule destination même si leurs motivations étaient différentes. En tous les cas, chacun a eu ce qu'il voulait et est reparti satisfait avec la promesse de revenir l'année prochaine.

Ainsi, pendant plusieurs heures, des milliers de femmes, de jeunes filles, d'enfants et d'hommes se sont succédé dans l'enceinte du cimetière de Tiqwarabin, lieu où repose et sur lequel veille Si l'Hadj n'Ahmed ou Lounis. La waâda était au rendez-vous dans les deux sens que recouvre le mot en kabyle. Il y avait d'abord un couscous succulent offert aux convives, comme c'est la tradition. Il y avait aussi la waâda, une somme d'argent remise sous un chapiteau à un vieil homme qui se charge d'invoquer Dieu au moyen de prières à vous donner des frissons pour exaucer les vœux des donateurs. Cet argent est destiné aux œuvres d'utilité publique et autres actions de solidarité que mène à longueur d'année le comité du village. On peut ainsi voir défiler des femmes qui souhaitent chasser le mauvais sort qui les a privées qui d'un mari, qui d'un bébé ou qui de chance tout court. On entend également invoquer Dieu et les saints pour la réussite dans les études ou dans la vie professionnelle.

Certaines femmes viennent faire une offrande parce qu'elles sont convaincues qu'elles doivent au don de l'année passée l'heureux événement survenu dans leur foyer. Pour d'autres, les jeunes en particulier, l'ambiance haut en couleur à largement suffi à faire leur bonheur d'un jour.

Les visiteurs, que les prémices matinales du mauvais temps et de la pluie n'ont pas dissuadé de se rendre à Tiqwarabin, ont unanimement salué l'excellente organisation de la manifestation. Le comité du village d'Amezaourou a pour cela mobilisé toutes les énergies de ses habitants. Femmes et hommes, jeunes et moins jeunes, tous ont mis la main à la pâte pour réussir une fête qui s'est déroulée dans un climat festif, de recueillement et de respect des valeurs traditionnelles.

Bravo et à l'année prochaine !

A. A. Y.

Consultations spécialisées et inconscience professionnelle

Le centre de consultations spécialisées du CHU de Tizi-Ouzou semble faire tout son possible pour que les malades aillent vers les cabinets et cliniques privés. Certains médecins, qui officient dans ce centre, ne manifestent aucune considération à leur fonction ni envers les assurés sociaux qui financent par l'intermédiaire de la Cnas la santé publique. Peu leur importe que des malades chroniques, de surcroît démunis, viennent de loin à leur rendez-vous, peu leur importe leur état de santé, ils ne sont tenus à aucun horaire, à aucune somme de travail ni même à une présence obligatoire, ne serait-ce que par respect à la déontologie à défaut d'égard envers leurs malades.

C'est ce que nous confie L. A., un cardiaque âgé, qui ne s'explique pas que le médecin s'absente sans être remplacé, où se présente vers 10 ou 11h pour effectuer des consultations en nombre limité. La Cnas n'a pas à subir toute la misère du peuple, les malades n'ont qu'à aller chez les médecins privés, aurait dit un médecin à l'un des patients qui lui faisait des remarques à propos de ses absences aux rendez-vous et de ses arrivées tardives qui ne lui permettent pas de consulter tous ceux qui sont là. "Je ne peux pas aller voir un médecin tous les 15 jours en déboursant 1 200 DA chaque fois", nous explique ce cardiaque qui s'est rendu à la direction du CHU où on lui aurait dit que "le directeur, même s'il avait été là, ne pouvait rien faire". Le système est ainsi fait, il ne reste que les médias pour se faire l'écho des plaintes des citoyens, nous rapporte le plaignant, qui déclare à l'intention de la presse "le pays vous doit le peu de démocratie qu'il connaît".

B. T.

AIT-BOUADDOU

Nouveau siège d'APC attend ouverture

De nombreuses APC issues du découpage administratif de 1985 ont travaillé durant de longues années dans des sièges de fortune qui n'offrent aucune commodité. La qualité des prestations de services devait inévitablement s'en ressentir au grand dam des citoyens.

Dans la plupart des cas, il s'agissait soit de vieilles antennes administratives datant de l'ère coloniale ou d'infrastructures destinées à l'origine à d'autres missions qui ont été réaffectées.

L'APC d'Aït Bouaddou est à logger dans ce dernier cas puisque l'actuel siège n'est rien moins que... deux logements de fonction transformés pour les besoins de la gestion des affaires de la collectivité.

Il faut cependant avouer que l'Etat a consenti, ces dernières années, un

effort pour la construction de nouveaux sièges dans les communes concernées.

Malheureusement, les projets n'ont pas encore vu le jour dans nombre de localités en raison essentiellement des difficultés à trouver des assiettes foncières.

A Aït Bouaddou, le siège a bel et bien été construit. Il a été réalisé dans le cadre d'un projet sectoriel et coûté environ un milliard cinq cents millions de centimes à la trésorerie publique.

Érigée sur les décombres de l'ancien bureau de poste et d'architecture moderne, la bâtisse est belle à regarder et à admirer, sans plus. En effet, le nouveau siège n'est toujours pas opérationnel, nous a appris M. Mouloud Mouloudj, président de cette APC. "L'infrastructure a été

réceptionnée au mois de juillet de l'année dernière mais attend toujours son raccordement au réseau d'électricité ainsi que sa dotation en mobilier et matériel informatique", a-t-il déclaré.

Notre interlocuteur a, par ailleurs, tenu à expliquer l'impatience aussi bien des élus, des employés que des citoyens de voir ouvrir le nouveau siège.

Il informera à titre d'exemple que le bureau de comptabilité est occupé par quatre fonctionnaires, trois autres s'entassent dans celui de l'urbanisme alors que le bureau du P/APC, comme nous avons d'ailleurs eu à le constater lors de notre visite, accueille aussi les autres élus, et sert de salle de réunions et de travail.

A. A. Y.